



COMMUNIQUE

LE GOUVERNEMENT FAIT CHUTER LE POUVOIR D'ACHAT... ET LE NOMBRE DE GREVISTES !

La CGT l'avait déjà dénoncé lors des précédentes mobilisations : les taux de grévistes annoncés par le gouvernement à l'occasion des journées d'action de la Fonction publique sont, sans vergogne, tirés par le bas !

De ce point de vue, les chiffres avancés pour le mouvement du 9 mai 2019 sont conformes à ces opérations d'enfumage.

Il faut comprendre que le calcul des taux de grévistes est une chose sérieuse et complexe.

D'abord, dans la majorité des cas, la grève se constate et elle ne fait pas l'objet d'une déclaration en amont de l'agent. Les estimations qui sont donc diffusées en cours de journée relèvent au mieux de l'extrapolation.

Ensuite, les taux de grévistes doivent s'examiner avec précision sur les salariés devant effectivement travailler le jour dit. Or, la CGT l'affirme, ce n'est pas ce qui est fait dans la majorité des cas. Et, bien sûr, en ne neutralisant pas les agents en congés, en maladie, en RTT et autres absences régulières, on baisse de manière forte les taux de grévistes...

D'ailleurs, il est significatif de constater que, dans les quelques secteurs de la Fonction publique de l'Etat où le calcul des grévistes fait l'objet d'un consensus avec les organisations syndicales, les taux de grévistes sont près de deux fois supérieurs à ceux annoncés par le gouvernement !

S'agissant de la Fonction publique territoriale, il suffit d'appeler les services gestionnaires dans le courant de l'après-midi pour se rendre compte que la grande majorité des collectivités est dans l'incapacité d'avancer le moindre chiffre. C'est dire le caractère fantaisiste et scandaleux des taux qu'avance le pouvoir exécutif !

Enfin, dans la Fonction publique hospitalière, le calcul des agents grévistes est rendu quasi impossible par le sous-effectif chronique et les assignations de toutes sortes.

D'après nos calculs, la véritable fourchette du taux de grévistes pour la journée du 9 mai s'établit entre 18 et 23%.

Un encouragement à nos yeux pour construire des suites encore plus fortes, en laissant de côté les basses manœuvres gouvernementales.

Montreuil, le 13 mai 2019